

CEPENDANT QUE LE GÉNÉRAL-MICRO... COMME LE MARÉCHAL DE 1940 OFFRE “SA PERSONNE A LA FRANCE”...

La situation politique est encore assez trouble pour que l'on ne puisse étudier objectivement les événements et les positions qui, depuis le coup algérien du 13 mai, ont alourdi l'atmosphère d'une fébrilité inquiétante en soi.

Les vieux sentent remonter leurs souvenirs de 1934, de 1940, de 1945 - de la tentative fasciste du 6 février 1934, de la débâcle militaire dont le flôt ravageur emportait les ruines des institutions, de la Libération aux aspects de kermesse, d'insurrection, de folie sanguinaire.

On se croit sûr de soi, de ses idées, de ses négations - et pendant quelque temps tout chavire d'un seul coup, on se retrouve, tel un nageur exercé ayant perdu son rythme et son souffle, accroché désespérément, à quelque épave.

C'est en de telles circonstances que l'intuition se classe en vertu capitale et détermine la sélection des meilleurs. C'est elle sans doute qui, dès le 15 mai, a mené nos amis libertaires en des rencontres dont l'éventualité les aurait amusés ou indignés quelques jours auparavant. Et on ne peut que les féliciter et les remercier.

Syndicalistes et libertaires, nous ne sommes guère en proie au délire sacré, parce que les institutions républicaines sont menacées. C'est hors des cadres de la société bourgeoise, que les organisations ouvrières se sont constituées, que les hommes libres se sont affirmés. Mais nous connaissons par expériences ceux qui veulent exploiter l'antiparlementarisme anarchiste ou l'anti-capitalisme syndicaliste. Avant 1914, Georges Sorel qui avait justifié en philosophe l'ouvriérisme et le syndicalisme révolutionnaire se laissa séduire par les pseudo-prudhoniens d'*Action française*. Aberration idéologique sans effet durable. De 1920, à nos jours, sur les ruines de la Démocratie, l'étatisme autoritaire, puis totalitaire s'est incarné en Mussolini, Staline, Hitler, Franco, Pétain renforcé de Déat et de Doriot. Voilà qui suffit à notre édification.

La petite bourgeoisie dans nos vieux pays ne s'est pas prolétarisée. Elle n'est pas encore cette multitude déracinée qui n'a plus rien à perdre et qui n'attend plus que d'un chef omnipotent, l'uniforme, les galons et la gamelle. Mais les saccades du progrès technique et de l'évolution économique ont fissuré les bases de sa stabilité et abattu les bornes de son pré carré. Elle espère un Bonaparte qui lui garantira la consolidation de ses richesses acquises, comme le premier avait consacré le partage des biens nationaux. Pas un conquérant dont l'ambition se nourrit des sacrifices de son peuple, pas un dictateur dont l'instinct de conservation et la volonté de puissance détermine l'arbitraire, les épurations imprévisibles, le terrorisme permanent. Non, il lui faut un protecteur à son image, qui la garantisse contre les mouvements de l'Histoire, qui assure le respect des frontières et des traditions, qui ne sache pas ce qu'il veut mais qui le veuille bien, qui parle avec. Autorité pour ne rien dire, qui ait sauvé la France... au micro, qui se soit posé en libérateur sur un sol troué par l'aviation anglaise, défoncé par les chars américains, qui ait chatouillé Roosevelt dans son fauteuil d'agonisant et dominé Staline... par la taille. Joseph Prud'homme monté sur échasses, figure d'épopée... pour Sacha Guitry. Un mythe consolateur et rassurant. Un nouveau Pétain pour *offrir sa personne à la France*. Encore Pétain fut-il le

général de Verdun. De Gaulle incarne admirablement une armée de métier dont l'héroïsme sent la naphtaline... dont les chefs ont camouflé la débâcle en repli élastique et inventé des trahisons pour glorifier leurs défaites... qui n'a réussi en Algérie qu'à trouver sa vocation policière. Il est normal qu'il symbolise les espoirs d'une bourgeoisie qui ne survit que par la force d'inertie.

Mais c'est là que se décèle le piège redoutable. Nous évoquions la tentative fasciste du 6 février 1934. Velléités spectaculaires qui ne résistèrent pas à la grève générale du 12 février 1934. Ce qui resta ce fut l'*Union nationale* réussissant une gigantesque opération de déflation, voulue par les maîtres de la Finance et de l'Industrie. Il fallut les magnifiques occupations d'usines de juin 1936 pour que la classe ouvrière sorte de sa passivité et impose au gouvernement Blum des réformes sociales d'une ampleur unique dans l'histoire.

Ici les meneurs du jeu sont d'abord les féodaux d'Algérie. Il est vrai que là-bas une foule qui craint de tout perdre peut provoquer des remous contradictoires aux effets imprévus. On croira difficilement que les gens qui s'insurgeaient hier contre la loi-cadre - cependant plus astucieuse qu'efficace - soient partisans aujourd'hui d'une communauté où français et musulmans jouiront de droits égaux. Peut-être espère-t-on une sorte de Dominion - financé et armé par la métropole - avec suprématie des colons, réalisée par le truquage des élections (système Naegelen) ou la violence légalisée, comme en Afrique du Sud.

En France, il s'agit aussi de conserver - même contre un patronat progressif - les profits de la propriété acquise (antagonisme du Capital en formation); il s'agit d'abolir le plein emploi, afin de réduire les salaires. Peut-être d'instituer l'autarcie... ce qui favoriserait en fin de compte, la politique de Moscou. De Gaulle peut assurer le succès d'une telle entreprise (Moscou utilisant le parti communiste comme opposition pendulaire). Mais la crainte du gaullisme peut aboutir au même résultat, en neutralisant la classe ouvrière.

Il est bon que syndicalistes et libertaires aient évité le pire en se mobilisant contre l'investiture militaire. Il est temps que les syndicats ouvriers prévoient la contre-offensive sur le terrain qui leur est propice: celui de l'action directe!

Roger HAGNAUER.
